

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Etat-un-tresor-divin-Jorge-Majfud>

L'État, un trésor divin. Jorge Majfud

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 2 juin 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Cet article a été publié dans plusieurs quotidiens du continent le mois même de la Grande crise, en septembre 2008. Je crois qu'il est nécessaire de le relire maintenant plus encore.

L'État dans des temps normaux

Quand l'abus l'idéologie atteint le maximum de bénéfices pour les classes qui le promeuvent, on recourt au plan B qui consiste à suspendre temporairement l'orthodoxie sans suspendre l'idéologie dominante. Le plan A est le plan typique des feuilletons télévisés et des programmes de charité. Dans le premier cas il y a une femme riche, vieille et mauvaise et de l'autre une jeune femme pauvre et gentille. La solution morale consiste à punir la mauvaise riche et à récompenser les souffrances de la gentille pauvre. C'est-à-dire, comme dans la théologie traditionnelle et comme dans les harangues religieuses les plus modernes, les systèmes, les structures sociales et globales n'existent pas ou n'ont pas d'importance. Il y a seulement des bons et des mauvais individus.

Dans le cas des *shows* de la télévision, les bons sont ceux qui provoquent la maladie d'un système contradictoire, en reproduisant et en consolant la même contradiction, et les méchants sont les critiques qui ne font rien pour les pauvres sinon de critiquer leurs bienfaiteurs. C'est le cas de programmes comme le mexicain « *Le Show des Rêves* » que nous consommons aussi aux États-Unis, où différents couples dansent et chantent pour soigner la maladie terrible d'un parent. Si le duo chante faux ou n'émeut pas le jury avec ses pirouettes, le couple est éliminé et avec lui le malade. Ceux qui osent critiquer cette obscénité de notre culture, sont moralement écrasés avec toute la force des caméras et avec le même recours à la sensiblerie collective qui applaudit elle-même ce qu'elle condamnait des temps passés : les pauvres moribonds allaient aux portes des églises pour que les riches sains finissent par consoler leur âme en jetant quelques pièces devant le regard agité du public qui savait reconnaître une oeuvre de bien. Ceux qui observaient l'hypocrisie - c'est-à-dire la « peu nombreuse -critique » - du mécanisme social de la moralisation qui consolait les deux parties, nantis et malheureux, au moment où cela se reproduisait, étaient accusés de ne rien faire pour les pauvres, dans le meilleur des cas, ou étaient stigmatisés par un vocabulaire négatif comme « subversifs », « démoniaques », « improductifs », « critiqueurs », etc. Ce qui confirme la « quasi-perfection » d'une idéologie dominante quand elle se reproduit elle-même à travers la collaboration émouvante entre élus et condamnés.

Tandis que ce drame médiatique et réel moralise des millions de personnes, l'État applaudit l'initiative privée de ces bons roturiers qui luttent pour survivre et s'occupent à sauvegarder la sécurité de l'initiative privée des hommes nobles de la bourse et de leurs investissements salvateurs qui apportent la prospérité au pays. Tandis que l'un espère que son neveu gagne le concours de danse et ainsi la charité peut sauver la vie ou une fonction vitale, l'État investit une grande partie de ses ressources s'assurant qu'aucun n'interrompt la digestion de quelqu'un qui dîne dans un hôtel de cinq étoiles et organise le destin de milliers d'employés et par hasard pourrait aider un malade incurable à sauver sa vie. Dans certains cas ils arrivent à temps. Dans d'autres, ils sont des producteurs de programmes de télévision dont le noble objectif est d'aider les pauvres et les malades.

Quand l'inquiétude sociale dépasse les limites que la narration officielle peut contenir, on tente de maquiller le système en remplaçant certains individus qui sont en charge de tout le malheur de la nation, qu'ils soient gouvernants ou membres de l'opposition.

L'État face à une crise de ses ennemis

Dans la grande politique, il y a pas seulement deux partis pour alterner entre la faction des bons et les méchants, y compris, comme dans le cas étasunien, on peut accuser un individu - le président en échec - et sauver ainsi non

seulement un système mais un parti politique qui est à quelques jours d'une élection nationale.

Comme exemple, ce fut jusqu'à présent le discours du candidat républicain John McCain, selon qui tout sera résolu quand lui, le rebelle solitaire (« *The maverick* ») et un petit groupe de dissidents conservateurs remplacera les hommes et les femmes qui sont aujourd'hui à la Maison Blanche, tous membres de son propre parti sont maintenant accusés d'incompétents et corrompus. Cette narration n'est pas si difficile à digérer par un public conservateur habitué à la pensée et à la harangue féroce des pasteurs et angoissants présentateurs de radios qui chaque jour nous rappellent que le monde est en danger à cause des mauvais garçons (« *bad guys* »).

De cette crise financière on se sortira avec le même ressort qui a sorti les États-Unis de la Grande Dépression des années 30 : en suspendant momentanément l'idéologie dominante et en permettant qu'un autre individu et qu'un autre parti fasse le sale travail, en le laissant exercer sa propre cohérence pour un temps déterminé. Ce qui en passant démontre que la démocratie représentative fonctionne. C'est comme dire que l'un ne croit pas en Dieu sauf dans les moments où notre vie est en danger ou qu'une souffrance nous menace.

Cependant, bien que nous revenions aux temps de l'orthodoxie anti étatique, nous trouverons encore une contradiction cynique corrigée chaque jour par la narration dominante. L'intervention de l'État dans les régimes du capitalisme dominant est plus significative que dans beaucoup d'états socialistes dont l'influence géopolitique est marginale. Pour le bien et le mal, c'est encore l'État qui monopolise la violence qui maintient hors de danger un système menacé d'une manière permanente non seulement par ses adversaires idéologiques ou par ses déplacés, mais par sa propre activité où le risque élevé de l'investissement est l'une de ses principales composantes. C'est l'État qui soutient, bouge et provoque les interventions policières et militaires pour garantir la continuité d'un système et d'une idéologie. C'est l'État, l'armée, qui garantit le contrôle de la géopolitique au bénéfice de groupes déterminés et au préjudice d'autres, bien qu'il le fasse toujours au nom de tous. C'est l'État qui garantit les différences et les pleins pouvoirs des élites de différentes de formes. D'abord, en commençant par l'appareil répressif ou offensif. Deuxièmement, à travers l'appareil idéologique. Troisièmement, à travers la garantie de ses classes fermées, presque des castes, où est garantie la stabilité et la permanence de gérants déterminés qui sont fonctionnels au système, comme aux sociétés financières, etc. C'est l'État capitaliste qui prévient de tout mouvement vers l'anarchie d'une société ou de la société globale, en provoquant non seulement une société incapable d'être administrée pour elle-même dans une démocratie directe mais en stigmatisant la tendance historique de la *Société Désobéissante* par le mot « anarchie », associé au chaos, au désordre et à la violence de la rue.

Cela ne fait pas plus de deux siècles que les sociétés organisées par classes dans plusieurs pays de l'Europe appliquaient des lois différentes pour leurs différentes classes sociales. Quand un artisan ne pouvait pas payer ses dettes, il allait en prison. Quand un noble aristocrate ne pouvait pas le faire, il rentrait chez lui. Pendant au moins deux ans ceux qui aux États-Unis ne pouvaient pas payer leurs maisons étaient punis par l'expulsion et la mise aux enchères. Quand les millionnaires de *Wall Street* se sont vus dans la panade, ils ont fait peur au monde entier avec les faillites - dans de nombreux cas cela a seulement signifié un changement de nom, un contrat d'achat d'un *lobby* sur un autre - et tout le poids de l'État a été mobilisé, non pour punir la mauvaise pratique mais pour leur octroyer une facilité de crédit de 700 milliards de dollars.

Depuis l'Angleterre du XVIIIe siècle a surgi et fut consolidée l'idée de que l'égalité et la liberté étaient incompatibles. Cependant cette conclusion paradigmatique a été silencieusement réfutée par une longue histoire qui commence au moins au XVe siècle. L'accroissement de la liberté à travers « la rébellion des masses » c'est-à-dire à travers la demande et la possession des bénéfices de la civilisation et de l'histoire - à l'éducation, à la culture et au pouvoir politique - n'a pas favorisé les différences sociales de pouvoir mais tout le contraire : elle les a progressivement atténuées. Depuis l'Ère Moderne (1775-1950) et en passant par l'âge des révolutions (1776-1918) les partisans de l'égalité se sont méfiés tant de la liberté des individus comme leurs adversaires, les partisans de la liberté, se sont méfiés de l'égalité. Ainsi surgit l'apogée du pouvoir de l'État moderne, représentatif, comme forme de résolution de conflit : l'égalité était menacée par la liberté démesurée de ses individus.

Cependant, nous pouvons reconnaître un paradoxe : l'État avec plus de fréquences que d'exceptions a favorisé les puissants d'une société parce qu'il a été dominé par ceux-ci. C'est-à-dire l'égalité a été protégée par les États autant qu'a été protégée l'inégalité, et peut-être la protection de l'égalité de la part de l'État fut une excuse pour justifier l'existence d'un État qu'il a systématiquement protégé, et surtout en dernier ressort, l'inégalité.

Jorge Majfud Lincoln University, Septembre 2008 Lincoln University, Setiembre de 2008

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

- 1ère publication : [El Correo](#). Paris, le 6 Octobre 2008.

- 2e publication : [El Correo](#). Paris, le 23 mai 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).